

Barrières actuelles au sein de l'État

- Le développement durable n'est pas au centre des priorités
 - Déficit de crédibilité du MDDELCC
 - vs ministères économiques
 - Rôle et pouvoir limités
 - Pas de responsable haut placé dans l'État
 - Pas pris en compte par le ministre des finances
 - Manque de moyens
 - Manque de pouvoir pour les porteurs de dossier
- L'environnement doit être à l'abri de la partisanerie
 - Structures trop perméables aux intérêts et objectifs politiques partisans
 - Manque de contrepouvoirs citoyens et sociaux
- Accès à l'information
 - Opacité de l'État
 - Difficile d'accès
 - Manque de données
 - Choix des données
 - État de la situation : pas complet
 - Langage complexe
 - Marché du carbone mal compris
- Manque de vision
 - Vision à court terme (4 ans)
 - Pas de mobilisation sur objectifs communs
 - Fonctionnaires travaillent pour l'administration et non pour la population
 - Manque de clarté
 - Manque d'expertise au sein du gouvernement
- Crédibilité des politiciens
 - Inculture sur le développement durable
 - Budget = choix économique à court terme seulement
 - Intérêt plus que limité des politiciens pour la protection de l'environnement
 - Pouvoir de blocage par les lobbys
 - Ministères parfois porte-paroles de groupes d'intérêt (ex. MAPAQ=UPA, MESI=CPQ)
 - Manque d'expertise au sein du gouvernement
- Problème de cohérence
 - Silos
 - Clivage dans les discussions interministérielles
 - Pas de vision transversale entre les ministères
 - Chevauchement des objectifs
 - Incohérence des objectifs (ex. entre énergie et climat)
 - Trop d'acteurs, confusion des rôles
 - Développement durable et transition énergétique impliquent 7 ministères

- Ex : MDDELCC qui finance des nouvelles technologies
 - Ex : stratégie de l'eau = MAMOT et MDDELCC
 - Pas de stratégie intégrée
 - Incompréhension des interdépendances
 - Liens entre environnement économie et santé
 - Comptabilité globale
 - « Saucissonnage » des responsabilités et besoin de financement
 - Fiscalité municipale = aménagement du territoire incohérent, laissé aux mains des promoteurs
 - Tous les ministères doivent intégrer DD dans leurs travaux, mais personne n'est responsable/imputable des résultats
 - Lois sur les ordres professionnels ne parlent pas de protection de l'environnement
 - Dépendances de plusieurs ministères
- Problème d'efficacité
 - Manque de coordination en ministères
 - Présentement on ne met pas beaucoup d'effort là-dessus
 - Manque de planification et de concertation pour secteurs industriels émetteurs GES
 - Trop de consultations, processus décisionnel trop long
 - Trop de plans, trop de mesures, sans priorités claires
 - Financement inefficace; « saupoudrage » sans priorité
 - Inertie de l'appareil d'État; difficulté à changer
 - Manque de prévisibilité dans le financement des programmes
 - Problème de mise en œuvre des plans
 - « Une fois qu'on a formulé, est-ce qu'on a le souffle? »
 - Les marchés publics : obsession du plus bas soumissionnaire et absence d'objectif DD dans les appels d'offres.
- Imputabilité
 - Manque de suivi
 - Reddition de compte
 - Disponibilité budgétaire
 - Pas de vraies analyses coût-bénéfice
- Dialogue social
 - Manque de valorisation de la participation citoyenne
 - Manque de débats publics
 - Absence de processus pour bâtir un consensus
 - Éducation, sensibilisation
 - Mythe des technologies propres
 - On attend la panacée
 - Craintes face à la question environnementale
 - Manque de multiperspectives
 - Crainte face aux changements
 - Faible demande pour mieux de la part de la population

- Enjeux de changement de valeurs
- Le « fédéralisme inachevé » : environnement = responsabilité partagée
 - Difficulté à mobiliser tous les paliers de gouvernement efficacement